

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4665 - Lundi 15 Juillet 2024 - Prix : 200 Fc

COMORES - FMI

Un endettement inquiétant



Siege de la banque centrale.

SOCIÉTÉ

**Le stade de Baumer, rebaptisé
« stade Hassane Soilihi »**

LIRE PAGE 5

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

08 Muharam 1446

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juillet 2024**

Lever du soleil:

06h 28mn

Coucher du soleil:

17h 56mn

Fadjr : 05h 16mn

Dhouhr : 12h 16mn

Ansr : 15h 11mn

Maghrib: 17h 59mn

Incha: 19h 13mn



BAC 2024

Les examens ont débuté dans les bonnes conditions à Mohéli

Les épreuves écrites du baccalauréat session 2024 ont débuté ce samedi 13 juillet dans l'ensemble des trois îles. A Mohéli 1240 candidats se sont inscrits cette année. Dans l'ensemble des 8 sites de l'île 20 candidats se sont absentés cette première journée. Aucun incident majeur n'a été signalé selon le chef du centre.

Les épreuves écrites du baccalauréat de l'année 2023-2024 ont débuté ce samedi avec l'épreuve de philosophie. Sur 1240 candidats inscrits à Mohéli toutes séries confondues, 1220 ont répondu présent à cette première journée et 20 absences enregistrées dans l'ensemble des sites retenus. Les séries scientifiques C et D comptabilisent au total 208 candidats dont 196 pour la série D et 12 pour la série C. 378 candidats pour la série A1, 14 pour la série G et 640 candidats pour la série A4.

Trois sous centres comme d'habitude depuis quelques années sont retenus pour passer l'examen du BAC. Il s'agit du sous centre de Nioumachoi (435 candidats), le sous centre de Wanani (149 candidats repartis en deux sites, EPP avec 87



Candidats au BAC à Fomboni.

candidats et CR avec 62 candidats). Le sous centre de Fomboni abrite quant à lui 5 sites dont le lycée de Fomboni (344 candidats), l'EPP Fomboni (145 candidats), l'EPP de Bangoma (136 candidats), l'EPP de Salamani (126 candidats) et enfin 105 candidats au lycée islamique de Fomboni.

Aucun incident majeur, selon Abdel-fakir Lahadji le chef du centre de Fomboni n'a été signalé durant cette épreuve de Philo et celle d'his-

toire géographie dans l'après midi. Selon la présidente du jury, Dr Roumaysoiou Amir Moilim, toutes les dispositions ont été prises pour le bon déroulement de cet examen. « Nous avons sillonné les différents sites et on n'a signalé aucun problème majeur. Les surveillants convoqués ont tous répondu présent. Notre équipe a été bien préparée pour mener à bien cette mission » rassure Dr Rouma la première présidente du jury femme dans l'histoire du BAC

dans le pays.

Pour éviter toute tentative de fraude, aucun moyen de communication n'est autorisé dans les salles d'examen. 62 salles de classe mobilisées cette année sur un total de 124 surveillants afin d'assurer un bon déroulement de cet examen. L'épreuve de philosophie du samedi matin a été en tout cas, selon la plupart des candidats, très abordable.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra (Stagiaire)
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RÉSILIANCES DES SYSTEMES ALIMENTAIRES (FSRP_KM, P177816)
DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Réf. N° : 2024/004/MAPETA/FSRP-KM/AON/TRX

Travaux de Réhabilitation des citernes pour les CRDE situés à la grande Comores en Quatre lots distincts.

1. Le Gouvernement Comorien a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM) et à l'intention d'utiliser une partie de ce Don pour effectuer des paiements au titre de « Travaux de Réhabilitation des citernes à la grande Comores ». Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement (FPI) »

2. Le Projet FRSP-KM sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer une bonne expérience de marchés de réhabilitation des citernes à titre d'entrepreneur principal, de membre de groupement, ou de sous-traitant au cours de 10ans dernières années. Le Soumissionnaire doit aussi établir qu'il disposera d'un Représentant et du Personnel-clé de qualification convenable décrit dans les Spécification, qui est nécessaire pour exécuter le Marché. Le Soumissionnaire doit aussi fournir la liste des matériels détaillés qu'il prévoit affecter aux travaux.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale telle que définie dans le « Règlement- de Passation

des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et septembre 2023.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du Projet FSRP-KM situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat ; email : projetfsrp@gmail.com et prendre connaissance du dossier d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 30min.

5. Le Dossier d'Appel d'offres en version française sera acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement **non remboursable de Vingt Mille (20 000 KMF)**. La méthode de paiement sera en espèce. Le dossier d'appel d'offres sera retiré par voie électronique au secrétariat du Projet FSRP-KM.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous

au plus tard le 01 Août 2024 à 14H 30min. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du Projet FSRP-KM à l'adresse ci-dessous, **le 01 Août 2024 à 14H 30min.**

7. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie d'offre, pour chaque lot suivant :
- Lot 1 : CEMBENOI= 579 711 KMF
- LOT 2 : CRDE DZAHADJOU DANS LA REGION DE ITSANDRA = 401 516 KMF
- Lot 3: SIMBOUSSA= 745 973KMF
- Lot4: HAMAVOU-MBOUDE= 303 684 KMF

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessous est :
Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'environnement, du Tourisme et de l'Artisanat
BP :41-Moroni
A Mdé ex-Cefader -maison des épices.
Au secrétariat du Projet (FSRP)/ Email : projetfsrp@gmail.com

Lancé, le 03 juillet 2024

COMORES - FMI

Un endettement inquiétant

Malgré la validation de la deuxième revue dans le cadre de la facilité élargie de crédit du FMI vis-à-vis du gouvernement comorien, les analystes du Fonds monétaire international sont inquiets sur l'incapacité des autorités comoriennes à contenir leurs dettes. Une situation qui pourrait imaginer, si elle est appelée à perdurer, saper tous les efforts déployés jusque là. L'Etat en tant que gestionnaire en chef des comptes publiques et les entreprises qui sont le moteur du développement, doivent chacun prendre leur responsabilité pour éviter un effondrement de l'économie nationale.

Si lors de la première revue de la FEC, l'Etat comorien avait presque payé ses dettes vis-à-vis de deux de ses principaux créanciers (BADEA, Exim Bank India) « De nouveaux arriérés ont été accumulés sur ces deux emprunts, car le service de la dette de décembre 2023 (0,35 million USD à la BADEA et 0,13 million USD à Exim Bank India) n'a pas été payé, comme prévu. Cependant, les autorités ont également accumulé de nouveaux arriérés

en décembre en raison de paiements tardifs » lit-on dans le rapport du Fonds monétaire concernant ses conclusions sur la deuxième revue du programme Facilité Élargie de Crédit.

Et le rapport de continuer ; « De même, en 2024, les arriérés extérieurs suivants ont été accumulés : 1,36 million USD à la TDB (exigible en mars et payé en mai), et 0,16 million USD et 0,41 million USD au créancier officiel Fonds Saoudien de Développement (SFD) (exigibles en

février et mars, respectivement, et payés en mai). Les arriérés intérieurs nets s'élevaient à 399 millions de KMF (0,07 % du PIB) à fin décembre 2023, principalement constitués de retards de paiement pour les transferts et les investissements. »

Cette incapacité à payer les dettes à temps peut être exacerbée par un risque très élevé de ralentissement de la croissance. « Sur le plan intérieur, une intensification de l'épidémie de choléra pourrait freiner l'activité économique, notamment en réduisant le tourisme de retour de la diaspora ou en reportant des activités sociales telles que les Grands Mariages, ce qui aurait des répercussions sur les recettes fiscales » dû en particulier à une diminution des recettes fiscales. Ceci entraînant cela, le pays pourrait voir les perspectives de croissances (3,5% en 2024%) être sensiblement atteintes,

même si les analyses du FMI tablent toujours sur ce chiffre grâce « aux mégaprojets en cours tels que l'hôpital El Maarouf et l'hôtel Galawa » qui sont en voie de finition pour le premier cité.

Autre inquiétude soulevée par le FMI, c'est sur la réforme du compte unique de trésor (CUT) « Les efforts déployés en 2014 pour mettre en place le CUT ont été en grande partie renversés. Le manque de confiance dans le système de gestion de la trésorerie a conduit à une prolifération, plus de 160, des comptes du gouvernement et des entités publiques à la BCC, chacun étant affecté à des fins spécifiques, par exemple les salaires, le service de la dette, l'investissement et les projets avec le financement extérieur » nous fait dire ce rapport sorti début juillet.

Toutefois, le plus grand danger

qui menacerait le pays serait lié « Le plus grand défi à relever, cependant, est l'important stock préexistant d'arriérés intérieurs accumulés antérieurement au programme 2021-23 suivi par les services. Selon le rapport d'audit achevé (RS de décembre 2023), les arriérés intérieurs accumulés entre 2009 et 2020 s'élèvent à environ 45,8 milliards de KMF (4,5 % du PIB de 2023) toujours à la dette. Les grandes entreprises « Les arriérés des principales entreprises publiques (envers l'État et d'autres entreprises publiques) représentent environ 73% de ce montant » étant les principales actrices de ce cumul de dette à cause de leur incapacité à payer dans les délais leurs dettes.

Imtiyaz

SANTÉ PUBLIQUE :

La sous nutrition et la surnutrition au cœur des échanges

Pour trouver des solutions idoines face aux problèmes liés à la malnutrition, Expertise France via le projet de coopération régionale en santé, en collaboration avec la direction de la santé familiale aux Comores a organisé, un atelier d'échange d'expériences, de transmission entre les quatre îles de l'archipel des Comores. Les échanges ont porté sur la mise en relation d'acteurs et de partage sur la prévention de la sous-nutrition et de la surnutrition chez les enfants et les adultes.

Expertise France via le projet de coopération régionale en santé en collaboration avec la direction de la santé familiale a organisé ce jeudi 11 juillet à Itsandra, un atelier d'échange d'expériences, de transmission de savoir et de mise en relation d'acteurs, ainsi que de partage sur la prévention de la sous-nutrition et de la surnutrition chez les enfants et les adultes en matière de promotion de santé. Cet atelier d'échange entre Mayotte et les trois îles sœurs marque encore la restitution de deux jours d'activités sur le terrain.

Interrogé, le directeur de la santé familiale Dr Soilihi Abdoulmadjidi a expliqué que l'idée est de faire une continuité des activités dans le cadre de la collaboration régionale. « Nous avons le même problème sur le plan nutritionnel et l'objectif est de lutter contre la malnutrition sur toutes ces formes à savoir surnutrition ou sous-nutrition. Plusieurs activités ont été menées notamment nous avons visité la structure de PMI Mboueni pour voir comment se passe le dépistage et la prise en charge. Nous avons organisé un atelier d'échange et de présenta-

tion. La partie mahoraise a présenté la situation de Mayotte, ses causes et ses défis, et nous de même. Ce qui nous a permis de tirer des leçons les unes des autres. Aujourd'hui, nous avons décidé de nous rendre sur le terrain pour voir comment se déroule le travail des agents de santé communautaire », souligne-t-il.

Il précise qu'au niveau de l'île de Mayotte, la santé communautaire n'est pas encore instaurée. Une occasion pour la partie mahoraise d'avoir un aperçu. Selon toujours lui, avant l'archipel était confronté par la sous-nutrition liée à des problèmes d'apport alimentaire plus précisément le manque de nutriment. Aujourd'hui l'on se focalise sur la surnutrition caractérisée par le sur poids et l'obésité, des problèmes émergentes. « Raison pour laquelle, le ministère de la santé et les collègues de Mayotte on décidé d'élaborer des activités qui vont nous permettre de trouver une solution appropriée aux problèmes



liés à la malnutrition », marque-t-il.

Selon toujours lui, dans le rapport de 2012, la malnutrition infantile et d'autres facteurs liés ont diminué dans le pays. « Le nombre de femmes qui nourrissent exclusivement leurs nouveau-nés de lait maternel pendant six mois a augmenté. Le nombre de personnes en

sous-poids et surpoids, ainsi que le nombre d'enfants nés avec un poids inférieur, ont diminué. Cela montre les avancées des efforts fournis», évoque-t-il. L'indicateur de l'Afrique, précise la nécessité que d'ici 2030, les pays atteignent un taux de 50%. Actuellement, les Comores ont réalisé ces objectifs à hauteur de 26,4%.

Il sera question de créer un réseau d'échange. Par la suite, la partie des trois îles comoriennes va aussi se rendre sur place à Mayotte pour mieux appréhender la situation et s'enrichir des connaissances sur le terrain. Durant la fin de l'atelier, cinq acteurs Mahorais et 30 acteurs Comoriens de la promotion de la santé ont pu être mis en relation, des outils de prévention ont été partagés surtout sur leurs expériences.

Pour, le projet de renforcement de la coopération régionale en santé aux Comores vise à améliorer de manière pérenne l'offre de soins à travers la coopération régionale en santé, notamment via les opérateurs de Mayotte et La Réunion. Il est financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Protection sociale de l'Union des Comores.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Deux détenus passent le baccalauréat à Moroni

Ce samedi 13 juillet, débutent les écrits du baccalauréat. Parmi les candidats se trouvent deux détenus de la maison d'arrêt de Moroni dans l'attente de leur procès. Ces jeunes âgés de 22 ans bénéficient des mêmes conditions que leurs camarades.

Pour la énième fois consécutive des prisonniers planchent sur les épreuves des examens nationaux. Ils sont deux à Moroni, tous deux âgés de 22 ans, jeunes hommes accusés d'agression sexuelle qui composent le baccalauréat. Comme tous les ans, c'est à la salle de conférence du palais de justice de Moroni que les deux élèves

font leurs épreuves, une opportunité pour eux de reprendre une vie normale, une fois leurs peines purgées.

Joint au téléphone, le directeur du service pénitentier Soilihi Ali Said rassure que toutes les conditions sont réunies pour leur permettre de composer en toute tranquillité. « Ce sont deux jeunes de la série littéraire A4. Ils passent leur examen dans de bonnes conditions comme les autres qui sont en salle dans les différents centres. Depuis qu'ils ont quitté leur cellule pour venir ici, ils ne sont pas considérés comme des détenus. Ils bénéficient des mêmes conditions que ceux qui sont en classe ». Et de continuer : « la direction qui organise le baccalauréat a pris toutes les dispositions ».

lauréat a pris toutes les dispositions ».

Il a tenu à préciser que ces jeunes ont eu un soutien pour mieux réviser leurs leçons leur permettant d'être à jour comme les autres candidats. « Ces jeunes ont eu un suivi pour préparer leurs examens dans les règles de l'art. Depuis qu'on les a signalé et ils se sont rendus compte qu'ils passent le bac, on leur a laissé du temps pour faire des cours de rattrapage. Ils cohabitent ensemble loin des autres prisonniers pour pouvoir réviser et leur famille les ont soutenu », rassure le directeur de la prison.

Outre cette question, pour le BEPC, la vérification des dossiers

des détenus est en cours. « Concernant le BEPC on est en train d'étudier les demandes qu'on avait déjà fait auparavant pour savoir s'ils sont toujours en prison pour pouvoir les présenter mais pour le moment on ne sait pas », avance-t-il. Notons que cette action a été mise en place par le ministère de la justice depuis quelques années. Cette approche contribue à favoriser la réinsertion sociale et la préparation à la réintégration après avoir purgé une peine de prison. Une avancée notable de la part du gouvernement comorien.

Mohamed Ali Nasra

CULTURE

Les animateurs des CLAC valident la formation en animation BAFACOM

Les différents animateurs des centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Mohéli sont en pleine formation d'évaluation aux techniques d'animation, débutée le mardi 09 juillet au foyer des jeunes de Djoiezi pour une période d'une semaine. L'objectif est de faire une synthèse sur ce que les animateurs ont pu retenir depuis le début du projet « À vos CLAC prêt partez » pour l'animation BAFACOM (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs aux Comores).

Dans le cadre du projet « A vos CLAC prêts partez » soutenu par le SCAC (Service de coopération et d'action culturelle) auprès de l'ambassade de France et porté par le Ministère en charge de la culture des Comores, 17 animateurs des 3 CLAC de Mohéli poursuivent la deuxième phase de la formation en animation BAFACOM à Djoiezi. « C'est la première fois qu'aux Comores les animateurs des centres de lecture et d'animation culturelle bénéficient de cette expertise. Nous sommes passés à Anjouan il y a 10 jours et 22



Formation des animateurs des CLAC à Mohéli.

animateurs de 6 CLAC ont réussi à valider leur formation. Ils ont été certifiés. J'espère qu'à Mohéli ça sera pareil », se réjouit Abdoulanziz Ahmed Koudra, formateur aux métiers de l'animation sous ce projet suivi cette fois-ci par l'association Seaview Artwork.

Il s'agit d'une formation de partage d'expérience et d'évaluation sur les techniques d'animation. C'est la deuxième phase d'une formation de 28 jours étalée en deux ans et qui

doit se terminer cette année. Après le stage pratique l'année dernière, ces animateurs sont en phase d'approfondissement. 17 animateurs sont venus du CLAC de Salamani et de Nioumachoi pour rejoindre leurs collègues de Djoiezi dans cet atelier d'échange.

L'objectif, selon le formateur, est de redynamiser les 15 CLAC de l'Union des Comores. « Et à la fin, chaque participant par sa mobilisation, par son implication obtiendra

ou pas l'attestation qui justifie la fin de la formation ». « La formation se déroule très bien et elle est très bénéfique pour nous car tous les jours on apprend. Je saisis cette occasion pour remercier les organisateurs mais surtout notre formateur Abdoulanziz Koudra » témoigne Ismael Nassoro, un participant venant du CLAC de Nioumachoi.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures, un consultant junior chargé de la coordination du secteur de l'énergie aux Comores.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : infospaesc@gmail.com Cc : djaanfaree@yahoo.fr ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://sonelecco.comores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 26 juin 2024
Date limite de dépôt des candidatures : 16 juillet 2024 à 14h30 heure locale de Moroni

• PROFIL REQUIS

Le consultant junior devra remplir les critères suivants :

- **Conditions minimales à remplir**
- Être titulaire d'un diplôme universitaire (au moins BAC + 4) en sciences sociales, sciences économiques ou relations internationales ou équivalent;
- Avoir une expérience d'au moins une année dans le domaine du développement;
- Avoir des connaissances de l'environnement de l'aide au développement (post-Conférence de Paris sur l'efficacité de l'aide)
- Disposer des connaissances du système de gestion et de coordination de l'aide aux Comores
- Avoir des connaissances des partenaires intervenant en Union des Comores ;
- Avoir une excellente capacité de communication et de rédaction en français.
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique et plus particulièrement des logiciels usuels (Excel, Word et PowerPoint) ;
- Avoir une aptitude de travailler en équipe
- Avoir la capacité de travailler sous pression
- Être libre de tout engagement

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

• PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le contrat du consultant junior sera d'une durée d'une année, renouvelable deux fois, en fonction de la disponibilité des ressources et des conclusions de l'évaluation de ses compétences et de ses résultats.

• CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au coordinateur de l'UCP ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni.**

• CONDITIONS D'EMPLOI

- Le consultant junior chargé de la coordination du secteur de l'énergie aux Comores sera une personne physique et individuelle rattachée au ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures ;
- C'est un poste individuel à temps plein;

Le consultant junior chargé de la coordination du secteur de l'énergie aux Comores est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

SOCIÉTÉ

Le stade de Baumer, rebaptisé « stade Hassane Soilihi »

La reconnaissance est venue vingt-cinq ans après sa disparition. Désormais il faudra s'habituer, exit Baumer, le stade de Moroni portera désormais le nom de Hassane Soilihi. La cérémonie de changement de nom a lieu samedi dernier au stade de Moroni devant une foule venue honorer celui qui était à la fois nageur, footballeur, éducateur, bref, un pionnier pour le sport national.

C'était vers 17 heures quand on a coupé le ruban pour divulguer la plaque commémorant feu Hassane Soilihi. C'est devant sa famille, des notables de la ville, du maire de la capitale, Abdoul Fatah Saïd et du ministre de l'intérieur Fakridine Mahmoud, du président de la Fédération de Football des Comores, Saïd Ali Saïd Athouman, que la cérémonie de baptême a eu lieu. Avant une céré-

monie a été organisée dans les tribunes du stade pour rendre hommage au regretté disparu. Des anciens footballeurs ainsi que des personnalités de la ville qui ont connu Hassane Soilihi ont témoigné de son impact sur développement de la ville et du sport en particulier.

L'ancien ministre des finances, ancien président de l'Assemblée nationale au milieu de la décennie 1990, Mohamed Saïd Abdallah Mchangama a pris la parole, son discours était axé sur la nécessité « d'honorer ceux qui ont fait quelque chose pour le développement du pays. » Et ce dernier de rajouter : « L'on ne peut bâtir une vraie nation, si l'on ignore en mettant de côté les actions de ceux qui ont fait avancer le pays dans quelque domaine que ce soit » a insisté l'ancien président de l'Assemblée de l'Union. Et lui de rappeler « Que si on est là aujourd'hui à commémorer Hassane



Soilihi, on ne va pas oublier ceux qui étaient avec lui notamment, le regretté Abdou Sidi El Fasse qui a donné don du terrain pour la construction de ce stade. »

L'édile de la capitale, Abdoul Fatah Saïd a commencé par

remercier « Dieu le tout puissant d'avoir donné à la ville de Moroni des bons citoyens qui contribuent à faire de Moroni la maison mère, le djando du comorien. » Et le maire de rappeler que sur le plan institutionnel, le processus de

changement de nom a été validé par le conseil communal en 2021 » Aujourd'hui, je vais respecter le souhait du peuple et j'exécute les décisions du 06 juillet 2021 du conseil communal. » La plupart des personnes rencontrées au stade ont salué cette initiative en espérant que d'autres suivront pour toujours faire honneur à ceux qui ont contribué à faire avancer le pays. Présent dans cette cérémonie, Petit Kassim a fait l'objet d'un rappel historique de la part du maire de la capitale. « Je tiens à rendre hommage à Petit Kassim ancien capitaine de l'équipe nationale qui est le deuxième joueur à avoir signé dans un club étranger (La Réunion) après Daoud Albert a Nevers des années avant » a conclu le premier magistrat de la ville de Moroni.

Imtiyaz



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet : Résilience Climatique Régionale en Afrique Orientale et Australe (P180171 – PRRC)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

2024-09/ CONSULT/ MPO-UGP-PRRC

« SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR DEVELOPPER DES MODELES NUMERIQUE DE PREVISION OPERATIONNEL D'ALEAS COTIERS. »

1. Contexte :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 5 millions de dollars USD dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe.

Un des objectifs du Projet Régional est de renforcer la résilience des populations vulnérables par l'amélioration de la gestion des chocs climatiques en rapport avec l'eau en Afrique de l'Est et australe est permettre en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans dont la date de mise en œuvre à commencer le 09 août 2023 et selon les directives de la Banque Mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour le « **Recrutement d'un consultant (Entreprise, Bureau, firme, ... expert(e) pour développer des Modèles Numérique de Prévision Opérationnel d'Aléas côtiers** »

2. Objectif

L'objectif principal du travail décrit ici est de combler une lacune identifiée par plusieurs évaluations récentes des besoins du secteur de gestion des catastrophes aux Comores : le manque de produits de prévisions à la fois adaptés aux échelles spatiales fines du pays et provenant d'une source hébergée et exploitée au niveau national pour des échéances de 24 à 72 heures (1-3 jours dans le futur) des vagues et des inondations côtières, afin de permettre la pré-

sion de l'impact d'une manière bien informée et systématique.

Le produit final de cette étude représentera une contribution majeure à la capacité d'opérationnalisation des services de prévisions côtières et marines.

2.1 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

Obtenir un nouvel ensemble de modèles numériques de représentation des états de la mer (hauteur, direction, et période des vagues et de la houle), la dynamique moyenne en profondeur (niveaux d'eau et courants 2DH des marées et déferlement) et de caractérisation des états côtiers (submersion marine) bien calibrés et validés pour l'ensemble des îles, prenant en compte les mécanismes suivants :

- Des vagues et la houle : transition entre l'océan profond et le littoral jusqu'à la plage.
- les niveaux et les courants des marées et de déferlement, produits par un modèle dynamique moyenne en profondeur (2DH) allégé.
- l'inondation côtière combinée, c'est-à-dire la simulation de submersion marine dynamique produite par une combinaison de l'hydrodynamique et de l'effet des vagues (wave setup),

Cela permettra de terme d'établir des prévisions à moyen terme pour chaque île.

La remise des modèles comprendra des backups codes sources, l'infrastructure d'exécution des modèles et de visualisation des résultats des simulations, la soumission d'un rapport final de modélisation et plusieurs jours de formation (à déterminer lors de la première mission de l'entreprise) à l'ANACM/DTM, à Moroni.

Le produit final devrait être conforme à l'état actuel de l'art, et utile pour informer et illustrer les bulletins nationaux d'alerte précoce. Il doit être pratiquement prêt à être inclus dans un futur système d'intégration et/ou de visualisation en temps réel.

3. Profil et composition du personnel du Consultant

L'entreprise doit justifier des compétences élargies notamment dans les domaines de l'Hydrodynamique, la géomatique, la modélisation numérique, les mathématiques appliquées, dynamique côtière et vagues, sciences de la Terre et la communication.

L'équipe de mise en œuvre comprendra au moins 4 membres, une expérience dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne est particulièrement appréciée.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 1.9 de la Section III de : « BANQUE MONDIALE, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », septembre 2023, relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

4. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité

Technique et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) version de Septembre 2023.

5. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel ou par courriel électronique du **Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30 aux adresses :**

- Projet Régional de Résilience Climatique-Comores (PRRC); Rue Corniche Sis à l'Enceinte du projet PALU, Bat. DGEAT rez de chaussée Fonds Routier, BP 12 Moroni - Moroni-Union des Comores, Téléphone : +269 346 82 03/ 453 43 12)

Par email : coordonnateurprrc@gmail.com ; rcrccomores@gmail.com

Avec la mention « **RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR DEVELOPPER DES MODELES NUMERIQUE DE PREVISION OPERATIONNEL D'ALEAS COTIERS.** » à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **Lundi 29 juillet 2024 à 12h30.**

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée ci-dessus.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services (CV, Diplômes, attestations et autres documents probants dans le domaine sont recommandés).



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ DES COMORES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES
(P177646)

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN EXPERT TECHNIQUE DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet, un expert technique chargé du Suivi de la préparation et la réalisation de la composante 1 du projet, en particulier pour les aspects liés à la conception et la construction des centrales photovoltaïques et des lignes MT d'interconnexion des centrales photovoltaïques.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en adressant une demande à l'adresse aep.paesc@gmail.com ou à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/>

Date de publication : 15 Juillet 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 29 Juillet 2024

1. Principales missions

Sous la conduite du Coordonnateur et en relation avec les ingénieurs conseil du projet, les activités du Consultant comprennent, à titre non limitatif, ce qui suit :

- Appui technique au Coordonnateur dans la gestion du projet durant la préparation et la réalisation des travaux ;
- Contribution à l'élaboration des plans de travail annuels, des budgets et des rapports d'avancement du projet ;
- Appui au Coordonnateur pour la préparation des missions de supervision de la Banque Mondiale, et des réunions du comité de pilotage ;

- Examen des documents techniques et contrôle des aspects techniques, pour tous les dossiers techniques transmis par l'ingénieur conseil et par l'entreprise des travaux ;
- Vérification de la prise en compte de tous les aspects techniques et des normes dans le dossier d'appel d'offres et les contrats ;
- Suivi de la conformité du déroulement des activités et travaux par rapport au plan prévu et approuvé ;

2. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

- Etudes supérieures de niveau Ingénieur en génie électrique, électromécanique ou énergétique.
- Une formation de niveau ingénieur dans le domaine de l'énergie photovoltaïque et si possible dans l'intégration de système et le contrôle à distance.
- Une expérience professionnelle dans la gestion de projets d'infrastructures dont :
- Connaissance dans l'analyse de réseaux et des logiciels de simulation de réseaux électriques
- Expérience professionnelle dans la gestion et la conduite de projets sous financement des bailleurs de fonds institutionnels
- Maîtrise des outils informatiques (MS Word, Excel, Powerpoint, Réseau Internet)
- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, avec une équipe pluridisciplinaire, en situa-

tion complexe, avec l'exigence de visite des sites et de respect des délais

- Aptitude à travailler en équipe et dans un environnement international
- Sens de responsabilité et de confidentialité
- Logique, organisé, méthodique, dynamique et proactif
- Capacités de rédaction et de communication en français

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

3. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédié au projet à Moroni aux Comores.

4. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats de l'évaluation annuelle des performances.

5. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;

- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la Carte nationale d'Identité ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature adressés sous pli fermé au Coordinateur de l'Agence d'Exécution du Projet seront déposés au Secrétariat de l'AEP, sur la route de Salimani, Moroni, Union des Comores.

6. Condition d'emploi

- L'expert technique sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;
 - C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'Expert technique est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet (AEP), un(e) stagiaire en passation des marchés publics.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : aep.paesc@gmail.com

Date de publication : 15 juillet 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 29 juillet 2024 à 15h30 heure locale de Moroni

1. CONDITIONS DE CANDIDATURE

Les conditions requises sont les suivantes :

- Être de nationalité comorienne,
- Être âgé de moins de 25 ans,
- Récemment diplômés (2021 et 2024) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
- Être titulaire d'au moins une licence en droit, gestion, ingénieur ou domaines connexes,
- Expérience professionnelle non requise,

- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

2. DUREE ET ATTESTATION

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux ans non renouvelables.

A l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de gestion des projets financés par la Banque Mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le coordinateur de l'Agence d'Exécution du projet sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assis-

tant en passation des marchés publics.

La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'Agence d'Exécution du Projet. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae ;
- Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet, situé sur la route de Salimani – Sahara, Moroni.